



Address by
OSCE Chairman-in-Office,
Federal Councillor and Head of the Federal Department of
Foreign Affairs of Switzerland,
Ignazio Cassis,

delivered
at the High-Level Opening Session
of the
Annual Security Review Conference 2026

Vienna, 17 June 2026
Check against delivery.

Original: French
Courtesy translation in English below



Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Lorsque la diplomatie paraît impossible, elle devient indispensable.

Depuis six mois, la Suisse préside l'OSCE avec cette conviction.

Non pas parce que le dialogue serait facile. Mais précisément parce qu'il est devenu difficile.

Non pas parce que le consensus serait à portée de main. Mais parce qu'il faudra bien, un jour, recréer les conditions qui permettront de le reconstruire.

Aujourd'hui, à mi-parcours de notre présidence, cette conférence nous offre l'occasion de regarder la réalité en face.

Et de nous poser une question simple :

Que peut encore apporter l'OSCE à la sécurité européenne ?

Où en sommes-nous ?

La sécurité européenne traverse sa crise la plus profonde depuis la fin de la Guerre froide. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine continue de faire rage.

La Suisse la condamne avec la plus grande fermeté ainsi que les souffrances qu'elle inflige au peuple ukrainien.

Et en même temps, une réalité encore plus large s'impose.

- La confiance s'est effondrée.
- Les mécanismes de maîtrise des armements se sont affaiblis.
- Les risques militaires augmentent.
- Les tensions se multiplient.

Et les logiques de confrontation que beaucoup croyaient appartenir au passé sont de retour.

Mesdames et Messieurs, Excellences

C'est un constat lucide - mais ce n'est pas une fatalité.

Car l'histoire européenne nous enseigne une chose : les périodes les plus dangereuses ne sont pas celles où les désaccords existent :

Ce sont celles où les canaux de communication disparaissent.



Pourquoi l'OSCE compte encore

Dans le contexte actuel, certains s'interrogent sur l'utilité de notre organisation.

La question est légitime.

Ma réponse est simple.

L'OSCE n'a jamais été conçue pour les périodes d'harmonie.
Elle a été créée précisément pour les périodes de confrontation.

L'Acte final d'Helsinki n'a pas été signé entre amis.
Il a été signé entre adversaires.

Son objectif n'était pas d'effacer les divergences.
Son objectif était d'empêcher qu'elles ne dégénèrent.

Créer de la transparence. Réduire les risques.
Préserver le dialogue lorsque plus rien d'autre ne fonctionne.

Cinquante ans plus tard, cette mission reste d'une étonnante actualité.

- Car qui réunit encore cinquante-sept États autour de la même table ?
- Qui offre encore un espace où tous peuvent s'exprimer ?
- Qui dispose encore d'instruments spécifiquement conçus pour renforcer la transparence militaire et réduire les risques d'escalade ?

L'OSCE.

À ceux qui doutent aujourd'hui de sa pertinence, je réponds donc simplement :

si la confrontation est de retour en Europe,
alors la raison d'être de l'OSCE l'est également.

Certains de nos outils doivent évoluer.

Certaines méthodes doivent être adaptées.

Mais leur raison d'être demeure intacte.

Voici le thème de notre 3^e conférence les 3 et 4 septembre prochains à Berne.

Ce que nous faisons

Mesdames et Messieurs

Préserver l'OSCE ne consiste pas seulement à défendre son utilité. Cela exige aussi un travail concret.

Après plusieurs années de blocage, nous avons ensemble obtenu l'adoption du budget 2026.

Ce résultat ne résout pas toutes nos difficultés.
Mais il permet à notre organisation de fonctionner.
Et d'assumer son mandat.

Il envoie aussi un signal important : même dans un contexte de confrontation, les cinquante-sept États participants demeurent capables de trouver un consensus.

Ce n'est pas un détail. C'est un signe de résilience institutionnelle.

Nous avons également engagé les réformes nécessaires afin d'adapter notre Organisation aux défis actuels, tant au siège qu'au sein des missions de terrain.

J'ai d'ailleurs personnellement visité les missions de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine et en Moldavie — et je me rendrai encore cette année en Asie centrale et dans le Caucase du Sud.

Car la crédibilité de l'OSCE ne se mesure pas uniquement à son siège.
Elle se mesure surtout à sa capacité d'agir sur le terrain.

Fidèle à cette même conviction, la présidence suisse s'est rendue dès le mois de février en Ukraine ainsi qu'en Russie.

Nous l'avons fait parce que nous pensons que le dialogue, même difficile, reste préférable à des monologues parallèles qui n'apportent ni confiance ni solutions.

Enfin, la présidence suisse poursuit un objectif que j'ai évoqué dès le début de notre mandat : faire en sorte que l'OSCE soit prête lorsque les circonstances politiques permettront de nouveaux progrès vers la paix.

Nous ne savons pas quand ce moment viendra.

Mais nous savons qu'il serait irresponsable de l'attendre sans préparation.

C'est pourquoi nous ne nous contentons pas d'attendre.

Avec le Secrétaire général et les structures compétentes, nous préparons activement l'OSCE à assumer pleinement les responsabilités qui relèveront de son mandat lorsque les conditions politiques le permettront.

Le jour où une fenêtre d'opportunité s'ouvrira, l'OSCE devra être prête.

Et elle le sera.



Je tiens à remercier chaleureusement le Secrétaire général – merci, cher Feridun – ainsi que les responsables des institutions autonomes de l'OSCE et leurs équipes pour leur engagement, leur professionnalisme et le travail remarquable qu'ils accomplissent au quotidien.

Que devons-nous préparer ?

Nous devons bien sûr gérer les crises d'aujourd'hui.

Mais nous devons aussi préparer la sécurité de demain.

Or le monde change à une vitesse inédite.

- En Ukraine, les drones ont transformé le champ de bataille.
- Dans le cyberspace, les attaques hybrides visent nos institutions et nos infrastructures critiques.
- L'intelligence artificielle modifie déjà la manière dont les conflits sont préparés, conduits et perçus.
- Les technologies quantiques annoncent à leur tour des bouleversements majeurs.

La question n'est donc plus de savoir si ces transformations auront lieu. Elles sont déjà en cours.

La véritable question est : qui définira les règles ?

- Les ingénieurs ?
- Les entreprises ?
- Ou les responsables politiques ?

L'innovation ne provient plus seulement des États.

Mais la responsabilité politique, elle, demeure entre les mains des États.

C'est pourquoi nous devons mieux relier le monde de l'innovation et celui de la décision politique.

- Mieux anticiper.
- Mieux comprendre.
- Mieux agir.



C'est dans cet esprit que la présidence suisse a organisé à Genève le mois dernier une conférence consacrée aux technologies émergentes et à leur impact sur notre sécurité commune.

Conclusion

Excellences,

Depuis six mois, la présidence suisse ne cherche pas à masquer nos divergences. Elle cherche à préserver ce qui nous permet encore de les gérer sans escalade.

L'histoire européenne nous rappelle qu'aucune architecture de sécurité ne peut survivre sans communication.

Les crises deviennent dangereuses lorsque les canaux de contact disparaissent.

Les guerres deviennent incontrôlables lorsque plus personne ne parle à personne. C'est précisément pour éviter ce moment que l'OSCE existe.

- Elle n'est sûrement pas parfaite.
- Elle n'est certainement pas suffisante.
- Mais elle demeure l'un des rares espaces où la sécurité européenne peut encore être discutée par tous.

Préservons cet acquis.

Faisons-le vivre.

Et préparons ensemble la sécurité de demain.

Je vous remercie.



Secretary General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Diplomacy becomes essential when it appears impossible.

That conviction has been driving Switzerland's chairpersonship of the OSCE for the past six months.

Not because dialogue would be easy, but for the very reason that it has become difficult.

Not because a consensus might be within reach, but because, one day, we will have to re-lay the foundations that allow it to be rebuilt.

Today, halfway through our chairpersonship, this conference gives us the chance to face reality head-on,
and to ask ourselves a simple question:

What else can the OSCE do for European security?

Where do we stand?

European security is undergoing its deepest crisis since the end of the Cold War. Russia's war against Ukraine continues to rage.

Switzerland condemns the war and the suffering it is inflicting on the Ukrainian people in the strongest possible terms.

At the same time, an even greater reality is emerging:

- confidence has collapsed,
- arms control mechanisms have weakened,
- military risks are growing, and
- tensions are mounting.

Amid all of this, the confrontational mindsets that many thought a thing of the past have returned.

Ladies and gentlemen, Excellencies

That's a clear-sighted realisation – but it is not a foregone conclusion.



If European history teaches us one thing, it is that the most dangerous of times are not those of disagreement,

but those in which the channels of communication break down.

Why the OSCE still matters

In the light of current events, some are questioning the value of our organisation.

They are justified in asking.

My answer is simple.

The OSCE was never designed for times when we all agree.

It was created specifically for times when we are at odds with each other.

The Helsinki Accords were not signed between friends, but between adversaries.

Their aim was not to smooth over the differences.

It was to prevent those differences getting out of hand.

To create transparency, to mitigate risks, and to keep the parties on speaking terms when all else fails.

Fifty years on, this mission remains surprisingly pertinent.

- After all, who else can bring 57 states together around the same table?
- Who still provides a space where everyone can have their say?
- Who still has the resources specifically designed to enhance military transparency and lower the risk of escalation?

The OSCE.

To those who continue to doubt its relevance in the here and now, I would simply say:

if confrontation has returned to Europe, so too has the reason we need the OSCE.

Some of our instruments do need updating.

Certain methods need adapting.

But their *raison d'être* remains unchanged.



We will be examining these issues at our third conference, on the third and fourth of this September in Bern.

What we do

Ladies and gentlemen,

preserving the OSCE isn't just about defending its value. It also requires practical work.

After several years of deadlock, we have, together, now been able to adopt the 2026 budget.

While that does not solve all our problems, it allows our organisation to function and to fulfil its remit.

It also sends the important message that, even in times of discord, our 57 participating States remain capable of reaching a consensus.

That is no small feat. In fact, it is a sign of institutional resilience.

We have also undertaken the reforms needed to adapt our organisation to today's challenges, both at headquarters and in our field operations.

I have personally visited the OSCE missions in Bosnia and Herzegovina and Moldova, and I will be travelling to Central Asia and the South Caucasus before the end of the year.

I have seen for myself that the OSCE's credibility is measured by more than simply where it is based.

Most important of all is its ability to take action on the ground.

Reflecting this same belief, in its capacity as Chair Switzerland visited both Ukraine and Russia as early as February of this year.

We did so because we believe that dialogue, however difficult, is still preferable to monologues delivered in parallel, which generate neither trust nor solutions.

Ultimately, the Swiss chairpersonship is pursuing the goal that I mentioned right at the start of our term of office. That is to ensure that the OSCE is primed for further progress towards peace when the political circumstances allow.

We don't know when that moment will come,

but we know that it would be irresponsible not to prepare for it while we wait.

That is why we are not simply sitting back.



Alongside the Secretary General and the competent frameworks, we are actively preparing the OSCE to fulfil the responsibilities of its mandate in their entirety as soon as the political conditions permit.

The OSCE must be ready when that window of opportunity opens.

And it will be ready.

I would like to offer my warmest thanks to the Secretary General – thank you, Feridun – and to the heads of the OSCE’s autonomous institutions and their teams for their commitment, their professionalism and the remarkable work they do every day.

What do we need to prepare?

Naturally we must handle the crises of today,

but we must also lay the groundwork for the security of tomorrow.

At the same time, the world is changing faster than ever.

- In Ukraine, drones have transformed the battlefield.
- In cyberspace, hybrid attacks are targeting our institutions and critical infrastructures.
- AI is already changing the way armed conflicts are planned, conducted and perceived.
- Meanwhile, quantum technologies are promising revolutionary advances.

So the question is no longer whether these changes will happen, because they are already with us.

The real question is who will make the rules? Will it be:

- the engineers,
- the business sector,
- or the politicians?

Innovation no longer comes from governments alone, yet political responsibility for that innovation remains in the hands of those governments.

That is why we need to align the worlds of innovation and policy-making more closely. This means:



- clearer foresight,
- better understanding, and
- more effective action.

It was with this in mind that the Swiss chairpersonship organised a conference in Geneva last month on «Anticipating technologies» and their impact on our collective security.

Conclusion

Excellencies,

In the six months to now the Swiss chairpersonship has not tried to gloss over our differences.

Rather, we have sought to uphold what still allows us to tackle, but not escalate them.

European history reminds us that no security framework can survive without communication.

Crises become dangerous when contact breaks down.

Wars spiral out of control when nobody talks to anyone else.

The OSCE exists precisely to avoid that.

- It is certainly perfect, and
- it is certainly not enough,
- but it remains one of the few spaces where European security can still be discussed by all.

Let's safeguard that achievement.

Let's refresh the OSCE's role.

And let's work together for our future security.

Thank you.